

Rapport final

Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement

(Stockholm, Suède, 30 mars - 2 avril 1998)



5. Les sessions Agora



100. Conçue comme un libre espace d'échange et de dialogue, la composante *Agora* de la Conférence était organisée par des OIG, des ONG, des fondations et des institutions culturelles nationales. Les sessions *Agora* ont rassemblé dans des groupes de discussion près de 350 intervenants venus du monde entier pour exposer les points de vue et les idées de toutes les régions. Elles ont servi de cadre à un débat créatif et original au sein d'organisations de la société civile et entre elles, débat qui a donné d'excellents résultats sous forme de projets et d'initiatives conjoints. Les sujets de discussions formaient une palette très variée. Dix thèmes majeurs se sont dégagés comme préoccupations centrales : le multiculturalisme et la pratique de la diversité culturelle ; le rôle culturel de la société civile ; la créativité dans le nouveau scénario mondial ; la liberté d'expression et les voix réduites au silence des journalistes et des artistes bâillonnés ; autres voix silencieuses : les femmes, les enfants et les peuples autochtones ; les nouvelles perspectives de la recherche ; le service public et les médias, anciens et nouveaux ; les institutions culturelles publiques : bibliothèques, archives, etc. ; initiatives internationales et formes d'expression culturelle des groupes d'intérêt locaux ; villes et agglomérations, nouvelle unité d'analyse et de pratique, ou vitrine des meilleures pratiques *mondiales*.

101. Les comptes rendus résumés donnés ci-après ont été fournis par les organisateurs de chaque session, d'où la diversité des styles et des méthodes d'exposition employées. Les comptes rendus sont présentés dans l'ordre des sessions indiqué par le programme de la conférence.

Visions de la coopération culturelle et du développement en Afrique

102. Organisé par l'Oxford Secretariat of the Bellagio Publishing Network au nom d'Ubuntu 2000, avec la participation de nombreux experts de l'Afrique et de la diaspora africaine, ce séminaire de deux jours et demi a pris pour point de départ les résultats de la Réunion consultative panafricaine sur *la coopération culturelle et le développement : agenda pour le prochain millénaire* (Lomé, Togo, 10-13 février 1998). Chacune des dix sous-sessions s'est penchée sur des problèmes importants intéressant un large éventail d'industries culturelles, en mettant l'accent sur des propositions concrètes pour l'action à entreprendre. Le principal objectif était l'exposé d'un plan d'action devant permettre d'atteindre les objectifs de développement et d'autonomisation culturelle proposés pour l'Afrique et la diaspora africaine par le mouvement Ubuntu 2000, qui est une nouvelle initiative panafricaine et internationale, à caractère non politique, de coopération culturelle et de développement. Le séminaire était financé par l'ASDI, la Fondation Rockefeller et la Fondation Ford.

103. La séance intitulée « Franchir le seuil » a brièvement passé en revue les questions traitées à la Conférence de Lomé (il s'agissait des enjeux des politiques culturelles pour le développement) et présenté le mouvement Ubuntu comme constituant une réponse africaine aux effets de la mondialisation, destinée à leur faire pièce. Les membres du groupe de discussion étaient M. Gaston Beniy-Gbandi (Ministre du tourisme, des arts et de la culture, République centrafricaine), le Dr Damien Pwono (Fondation Rockefeller), M. Lupwishi Mbuyamba (conseiller culturel UNESCO pour l'Afrique orientale, centrale et australe) et M. Guy Huot (secrétaire général du Conseil international de la musique). Dans la séance intitulée « Refondre les politiques culturelles », les membres du groupe de discussion étaient les suivants : M^{me} Pumla Madiba (ministre des sports, des loisirs et de la culture, gouvernement provincial du Gauteng, Afrique du Sud), M. Mervyn Claxton (chercheur en sciences sociales et écrivain,

Jamaïque/Paris), M^{me} Aminata Traoré (ministre de la culture, Mali), Jacques d'Adesky (coordonnateur, Centro de Estudos das Americas, Brésil). Tous ont posé des questions difficiles sur la pertinence et la faisabilité du développement culturel en Afrique à la lumière des dures réalités du temps présent et de l'usure de la conscience historique résultant du colonialisme qui a eu pour effet de marginaliser les peuples du continent et de leur faire perdre confiance en leur culture.

104. Respectivement intitulés « Édition et développement » et « Les médias et les nouvelles technologies », la troisième et la quatrième séances ont débattu de la nécessité urgente de développer l'alphabétisme, écrit et visuel, en tant que clef d'une mobilisation de la vie économique, politique, culturelle et sociale en Afrique. Les membres du premier groupe de discussion étaient le chef Victor Nwankwo (directeur général, Fourth Dimension Publishers, Nigéria), M^{me} Gillian Nyambura (secrétaire exécutif, African Publishers Network), M. James Tumusiime (vice-président, African Publishers Network), M^{me} Mary Jay (African Books Collective Ltd) et M. Hamidou Konaté (trésorier, African Publishers Network). Ils ont analysé les défis qu'ont à relever les éditeurs africains et esquissé des stratégies pour s'attaquer aux vieux problèmes fondamentaux et persistants de l'analphabétisme, de l'insuffisance des infrastructures, de la faiblesse des réseaux professionnels, du déclin économique et des mauvaises habitudes de consommation. Tous ces problèmes étant mutuellement liés, il s'est créé une synergie négative qui a sapé les efforts déployés pour faire changer les choses. Des solutions ont été proposées qui, d'une part, font appel à la volonté politique des gouvernements de ne pas relâcher l'effort d'éducation comme moyen de supprimer l'analphabétisme et, d'autre part, visent la création de partenariats significatifs selon des axes Sud/Sud (interafricains, et Afrique/diaspora) et Nord/Sud.

105. Les membres du second groupe de discussion, M^{me} Jeanette Minnie (directeur exécutif, Media Institute for Southern Africa), M. Atsen Ahua (directeur exécutif, Synergies Africana Ventures), le Pr Mbye Cham (Université Howard) et M. Anicet Bongo (directeur, BANF Consulting), ont débattu des difficultés de financement et de distribution rencontrées par les réalisateurs de films et ont souligné la nécessité d'avoir sur le continent des circuits culturels qui fonctionnent. Les intervenants ont exprimé, entre autres préoccupations, celles de diffuser le savoir et de franchir les barrières psychologiques, économiques et linguistiques, qu'elles soient ou non auto-imposées, le tout convergeant vers cette idée centrale : « le capital culturel n'est pas plus un luxe que les capitaux d'investissement ».

106. Avec la participation de M. Ibrahim Salahi (peintre, Soudan), de M. Okuwi Enwezor (rédacteur en chef, Nkaa Journal of Contemporary Art), du Pr Salah Hassan (Université Cornell), de M^{me} Anna Getaneh et de M^{me} Els van der Plas (Fonds Prince Claus pour la culture et le développement), la session consacrée aux « Arts visuels » s'est intéressée au langage des arts du regard et à la transition que l'Afrique accomplit vers l'ère postmoderne. A mesure que s'affirme la renaissance africaine, il faut que les transferts de connaissances, la création des arts visuels africains, leur exposition et la documentation les concernant, qu'il s'agisse des arts plastiques ou de la mode, viennent redresser le déséquilibre des pouvoirs qui a creusé des fossés dans l'histoire de chacun et dans l'histoire de la production artistique de l'ensemble du monde.

107. M^{me} Anita Theorell (ASDI), le Dr George Abungu (directeur régional, Musées nationaux du Kenya) Elisabet Olofsson (coordonnatrice, Programme du musée africain de Suède), M. Alexis Adande (directeur exécutif, Programme des musées d'Afrique de l'Ouest) et M^{me} Tickey Pule (directrice, Musée national, Botswana) ont développé le thème « Musées et société » et mis en exergue les multiples interrogations qui continuent à tenailler les musées africains en conséquence directe de l'imposition d'une culture du musée. Qu'est-ce que le musée ? Qui sert-il ? Et, ce qui est sans doute le plus important, comment doit-il servir l'Afrique ? Le musée est historiquement étranger aux cultures du continent et sa définition postcoloniale est contraignante. Pourtant, l'enceinte des musées est cela même qui offre les réservoirs culturels si indispensables à la recherche, à la documentation et à la conservation des cultures passées, présentes et futures de l'Afrique et à leur présentation.

108. Ont suivi deux séances interactives, où l'assistance et les intervenants chantaient et dansaient par moment durant celle qui était consacrée aux « Arts du spectacle ». Il s'agissait de montrer comment les processus de création au théâtre, dans la danse et dans la musique pouvaient offrir à l'Afrique de nouvelles possibilités de transfert de connaissances et d'enrichissement spirituel des peuples africains et des autres peuples. Mais que dire de l'enrichissement économique des Africains ? Les membres du groupe de discussion étaient le Pr Penina Mlama (Chief Executive Officer, Université de Dar es Salaam), le Dr Paul Kavyu (président, Commission présidentielle permanente de la musique du Kenya), M. Hassan El-Gerety (directeur, Groupe théâtral El-Warsha, Le Caire), M. Godwin Kaduma (auteur-chorégraphe, Tanzania Theatre Centre), le Pr Tess Onwueme (Université du Wisconsin). Une enquête linguistique étonnamment révélatrice conduite par le Pr Kole Omotoso (University of the Western Cape) pendant la session consacrée à « La création de capacités dans les disciplines artistiques et littéraires » a abouti à une interrogation sur la manière dont on peut protéger les biens intellectuels autochtones, traditionnels et contemporains, dans le « domaine public » extraordinairement vaste de la scène mondiale. M. Achille Mbembe (secrétaire exécutif, CODESRIA), le Pr Kwabena Nketia (directeur, Centre international pour la musique et la danse du Ghana), M. Ruy Cesar Silva (directeur, Casa Via Magia, Brésil) et le Pr Ndaywel e Nziem (Université de Kinshasa) complétaient ce groupe de discussion. L'avant-dernière séance, consacrée à « La privatisation de la culture », a examiné les rapports complexes et parfois paradoxaux entre les nouveaux modèles économiques et le mécénat dans les arts, et la force du mouvement Ubuntu dans les partenariats qu'il crée. Les membres de ce groupe de discussion étaient M. Thomas Ybarra-Frausto (Fondation Rockefeller), le Dr Wally Serote (président, Arts, culture, langue, science et technologie, Gouvernement de l'Afrique du Sud), M. Methaestile Leepile (Directeur, South Africa Media Development Fund), M. Christopher Till (Active Executive Director, Ubuntu 2000) et M. Akunu Dake (directeur, Panafest Secretariat). M. Philip Sawadogo (Ambassadeur du Burkina Faso en France) présidait la dernière session consacrée à « La coopération culturelle ». M. Marcel Diouf (conseiller culturel OUA) y a réclamé d'urgence une restructuration du Fonds africain pour la promotion de la culture. D'autres membres du groupe, le Dr Maria Elisa Velasquez-Gutierrez (chercheur, Institut national d'anthropologie et d'histoire du Mexique), M. Antonio Pitanga (conseiller municipal, Rio de Janeiro) et M^{me} Annick Thebia-Melsan (UNESCO), ont abordé les questions liées aux relations et aux échanges culturels avec la diaspora, qui sont déterminantes dans le nouveau mouvement panafricain Ubuntu. Quelque chose de nouveau est en train d'apparaître en Afrique, sur les plans culturel, intellectuel et éthique. Ubuntu représente l'ouverture d'une époque nouvelle où le rêve se marie à la pratique de la vie.

Les archives au service de la culture et de la démocratie

109. Organisée par le Conseil international des archives (CIA), cette session était consacrée au rôle des archives comme moyen de préserver la démocratie et d'assurer le respect du patrimoine culturel. Six experts ont fait le point des idées actuelles sur ce sujet. Joan van Albada (archiviste de la Ville de Dordrecht, Pays-Bas, et président de la sous-commission du CIA pour la communication) a présenté la question des archives et du pluralisme culturel, c'est-à-dire la façon dont le patrimoine culturel écrit peut être mis à la portée des États et des groupes défavorisés. Patricia Galeana (directeur général des Archives nationales du Mexique et membre du Comité exécutif du CIA) a montré comment, selon sa propre expérience, les archives reflètent à la fois l'appareil d'État et le peuple, et a exposé, arguments à l'appui, pourquoi la bonne pratique en matière d'archivage est garante de la démocratie. Shen Lihua (directeur adjoint du Bureau des archives d'État de la Chine et membre de la sous-commission du CIA pour la communication) a montré que les archives sont dans une phase dynamique de développement et que le CIA, en collaboration avec l'UNESCO et d'autres organisations, se trouve en première ligne. Björn Lindh (directeur des Archives nationales de la Suède et vice-